

Macron - Orbán : le choix de deux Europe

On reproche souvent aux questions européennes de se solder par un consensus mou. Avec le duel électoral annoncé entre le président français et le premier ministre hongrois, on ne peut plus le dire.

PAR CHRISTIAN MAKARIAN

En dépit de l'indifférence des opinions publiques, les élections européennes de 2019 vont être cruciales. Car derrière l'argument institutionnel du renouvellement du Parlement se dessinent des enjeux beaucoup plus importants, qui devraient être en réalité mobilisateurs. Cette bataille n'oppose pas tant les proeuropéens aux antieuropéens que deux perceptions clairement antagonistes de l'Europe.

Les idéologies s'affirment sans complexe. On reproche très souvent aux questions européennes de se solder par un consensus mou ; on ne peut plus le dire. Le match Emmanuel Macron - Viktor Orbán dépasse de loin le manichéisme qui met aux prises les tenants du progressisme et les défenseurs d'un nationalisme revisité. Orbán défend sans retenue les bases d'une démocratie illibérale. Le Premier ministre hongrois s'est véritablement fait un nom sur ce registre et avance un agenda fondé sur

une vision civilisationnelle qui exploite notamment la défense de l'identité chrétienne ; il s'est lancé dans une croisade contre la finance internationale, incarnée par le milliardaire George Soros, et contre certaines ONG humanitaires transfrontières. Tandis que Macron, de son côté, proclame les valeurs libérales - « la liberté de l'homme, la diversité des opinions, de la création » - et propose une « Renaissance européenne » afin de secouer une Union qui « a oublié de regarder les réalités du monde ».

Les leaders s'affrontent personnellement. Entre Budapest et Paris, chacun des deux ténors cherche à rameuter son camp, Macron visant pour sa part la stature de leader continental. Comme dans une bataille rangée, les deux adversaires se sont mutuellement choisis en assumant un langage qui induit la victoire de l'un sur l'autre.

Viktor Orbán tente de faire pencher tout le groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) ; il est très proche des responsables du parti gouvernemental polonais, Droit et justice (PiS), qui partagent sa vision restrictive et répressive de l'immigration ainsi que la charge continue menée contre les instances européennes accusées d'agir contre la souveraineté des Etats de l'Union.

Le président français, lui, dénonce en Orbán un chef de gouvernement qui « ment à son peuple », il prend la tête des poids lourds de l'Europe en proposant, notamment, de ne pas laisser le Royaume-Uni sur le bord de la route

une fois le Brexit acté. Macron désigne ses ennemis, « les exploités de colère, soutenus par les fausses informations », qui « promettent tout et son contraire ».

Après une campagne d'affichage dénigrant le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, sur les murs de Budapest, le Premier ministre hongrois est au plus mal avec le Parti populaire européen (PPE), qui rassemble la droite conservatrice et libérale. Macron pourrait-il être le bénéficiaire d'une fracture des droites européennes ? En face, Orbán n'a pas hésité à qualifier de « héros » deux vrais provocateurs, Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump qui rêve de structurer un mouvement souverainiste en Europe, et Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur italien, si prompt à attaquer Macron.

Le champ politique s'étend considérablement. Il dépasse de loin les frontières nationales des 27 pays membres ; l'europeanisation du débat public s'est imposée. S'il n'existe pas vraiment de conscience électorale européenne, on constate qu'une arène à 27 portes d'entrée offre désormais un espace élargi où se livre un combat permanent. ■